

Rapport d'Activités 2006



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRESIDENT *Page 2*

DIRECTION DE LA SOCIETE *Page 3*

BILAN DES ACTIVITÉS *Pages 4-7*

BILAN SOCIAL *Pages 8-10*

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2006 *Pages 11-14*

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2007 *Page 15*

ETATS COMPTABLES *Pages 16-17*

ETATS FINANCIERS *Pages 18-23*

ETAT ANNEXE *Pages 24-28*

MESSAGE DU PRESIDENT



Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires

L'année 2006 vient de se terminer au plan national dans un contexte de crise persistante, caractérisé notamment par une dégradation de la situation socio économique. Comme en 2003, 2004, et 2005, la SODECI a continué à assurer en 2006 sa

mission de service public d'eau potable sur l'ensemble du Territoire National et d'assainissement sur la ville d'Abidjan, malgré l'impossibilité de facturer et de recouvrer les consommations d'eau des Zones Centre Nord Ouest (zones CNO) et l'augmentation des impayés de l'Etat.

Dans ce contexte difficile, nous avons réussi à dégager un résultat net social positif et à atteindre nos objectifs principaux à savoir :

- La mise en œuvre effective du recentrage de notre organisation sur nos métiers de base ;
- La déclinaison selon 8 axes opérationnels, de notre politique et stratégie pour les années 2006 et 2007 ;
- La création avec CIE et GS2E de la Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité ;
- L'obtention de l'accord des FAFN pour le redémarrage de la facturation et du recouvrement en zones CNO ;
- L'organisation et la mobilisation de nos équipes sur les travaux de préparation de la renégociation de notre contrat eau potable qui se termine le 30 septembre 2007 ;
- Le lancement des réflexions et des travaux visant à transférer en Côte d'Ivoire le développement et la maintenance de notre logiciel de gestion clientèle, SAPHIR.

L'année 2006 a été malheureusement aussi une année de deuil pour notre entreprise, avec notamment le décès de notre ancien Directeur Général, feu GOUETI BI TRAZIE Alphonse dont je voudrais ici saluer la mémoire. Il a été remplacé par M. EBAH Basile qui occupait la fonction de Directeur Général Adjoint technique de SODECI.

Je souhaiterais à présent vous rappeler que notre défi majeur en 2007 est le renouvellement de notre contrat du service public d'eau potable qui prend fin le 30 septembre 2007. Afin d'assurer notre réussite, la Direction Générale de SODECI met en œuvre depuis 2005 un plan d'actions montrant que SODECI reste le meilleur partenaire de l'Etat pour l'exploitation du service public d'eau potable en Côte d'Ivoire. A ce défi majeur s'ajoutent d'autres échéances non moins importantes en 2007 à savoir :

- Confirmer par l'audit de suivi n°2, notre certificat AFAQ ISO 9001 version 2000 ;
- Facturer et recouvrer les consommations d'eau des clients dans toute la zone CNO ;
- Etendre aux structures fonctionnelles, la déclinaison de notre politique et stratégie selon les 10 axes retenus ;
- Assurer le transfert en Côte d'Ivoire, de la maintenance et du développement du logiciel SAPHIR ;

Je vous remercie pour la confiance que vous nous avez accordée jusqu'à présent et sais pouvoir compter sur le soutien de chacun de vous pour nous permettre de relever les défis ci-dessus.

Merci de votre aimable attention

ZADI KESSY
Président du Conseil d'Administration

DIRECTION DE LA SOCIETE



ORGANIGRAMME DE LA SODECI

M. ZADI KESSY MARCEL / PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

EBAH BASILE / DIRECTEUR GENERAL

DAUPHIN GEORGES / DIRECTEUR GENERAL DES OPERATIONS

COULIBALY AÏCHA / SECRETAIRE GENERAL

KOUADIO CHRISTOPHE
AKELE JOCELYN
DEGRE ZADOU VIRGINIE
DIAGOU LUCIENNE

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE
DIRECTEUR DU BUDGET ET CONTROLE DE GESTION
DIRECTEUR LOGISTIQUE
CELLULE ORGANISATION INFORMATIQUE

KOUADIO AMANI / DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EXPLOITATION

YOBBOUE DESCORD
ANGOFI JACOB

DIRECTEUR EXPLOITATION INTERIEUR
DIRECTEUR EXPLOITATION ABIDJAN

DA CRUZ DOMINIQUE / DIRECTEUR GENERAL ADJOINT TECHNIQUE

GOSSO OLIVIER
TCHIMOU N'GBOCHO
TAPE ZEKRE
FOFANA BRIHIMA

DIRECTEUR PRODUCTION ABIDJAN
DIRECTEUR DES ETUDES TRAVAUX ET MAINTENANCE
DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT
DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. ZADI KESSY MARCEL / PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. EBAH BASILE

DIRECTEUR GENERAL

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN
M. DIARRA OUSMANE
M. KONAN CAMILLE
M. PETERSCHMITT LOUIS

M. BOUYGUES MARTIN
M. DERIPPE JEAN
M. MIREMONT AUGUSTE
M. SANGARET AUGUSTE

M. BOUYGUES OLIVIER
M. CASSAGNE JEAN-JACQUES
M. PALFER-SOLLIER DENIS
M. SCHERRER DENIS

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG
TITULAIRE
01 BP 2715 ABIDJAN 01

MAZARD & GUERARD
CO-TITULAIRE
01 BP 3969 ABIDJAN 01

MARMIGNON CHRISTIAN
SUPPLEANT
01 BP 2715 ABIDJAN 01

N'DABIAN KROAH BLE
SUPPLEANT
01 BP 1328 ABIDJAN 01

BILAN DES ACTIVITES

Notre vision pour les années 2006-2007 et traduite en politique et stratégie de SODECI s'articule autour de huit grands axes dont ceux suivis par l'Exploitation sont :

- Amélioration de la satisfaction du Client,
- Amélioration du Ratio de Facturation,
- Amélioration du Recouvrement,
- Continuité de Service.

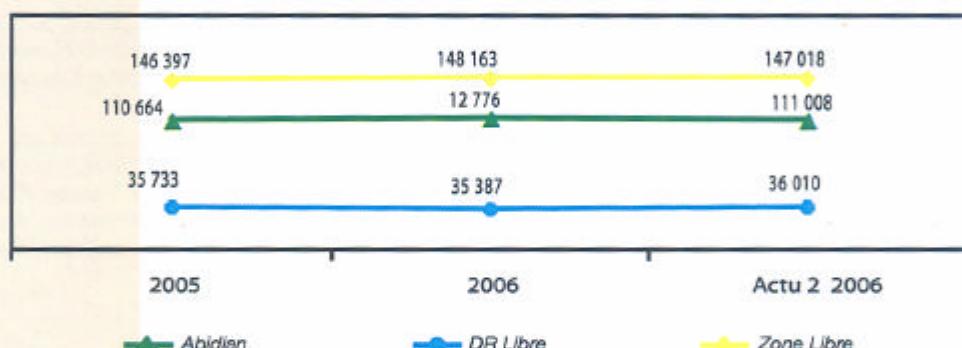
AMELIORATION DE LA SATISFACTION DU CLIENT

1) PRODUCTION

La production globale Société s'établit à 164,8 millions de m³ en 2006 ; elle stagne par rapport à 2005 mais reste conforme à l'actu 2-2006. Elle n'évolue pas du fait de la saturation des moyens de production surtout dans les centres de l'intérieur. Cependant la production d'Abidjan enregistre une hausse de 1,6%

par rapport au plan et de 1,9% à l'année dernière. Cette progression est due à l'amélioration du taux de disponibilité des installations. En effet le temps d'arrêt des usines due aux interruptions d'électricité est passé de 17 à 13 jours tandis que le nombre de forages fonctionnels qui était de 70 en moyenne en 2005 a été maintenu en 2006 à 75, confère graphique ci-dessous :

EVOLUTION DE LA PRODUCTION



2) DÉCHETS TOXIQUES

Les dispositions prises pour renforcer la surveillance de l'eau distribuée se poursuivent. Elles n'ont à ce jour révélé aucune anomalie au niveau de la qualité de la ressource en eau exploitée pour la desserte de la ville d'Abidjan.

La commission nationale a terminé la dépollution des sites de rejets et estime que tout risque de contamination est écarté. Néanmoins, notre dispositif d'alerte restera en vigueur tout au long de l'année 2007.

AMELIORATION DU RATIO DE FACTURATION

1) ABIDJAN

Les volumes facturés cumulés à fin décembre 2006 ont atteint 81,614 millions de m³ contre 81,639 millions de m³ prévus. Ils connaissent une régression de 0,27% par rapport à décembre 2005.

Le ratio de facturation sur Abidjan pour cette même période se stabilise à 0,724 contre 0,740 en 2005 et 0,735 à l'actu 2-2006. Il connaît une régression de 0,016 par rapport à décembre 2005.

Cette régression est essentiellement liée :

- à l'ampleur de la fraude dans les quartiers Nord d'Abidjan où les populations sont les plus démunies (Abobo, Yopougon),
- aux actes de vandalisme sur le réseau (Ex : 44 ruptures de conduites en un week-end sur Abobo pendant 10 jours suite à un arrêt de la production pour coupure d'électricité),
- aux fuites invisibles,
- aux ruptures exceptionnelles sur des conduites à gros diamètre.

Des actions spécifiques pour y remédier sont envisagées :

- le renforcement de la recherche des fuites par l'exploitation des mailles créées,
- l'étanchement des mailles existantes,
- le renforcement de la surveillance du réseau,
- le renforcement de la lutte contre la fraude dans les secteurs.

2) DIRECTIONS RÉGIONALES INTÉRIEUR (ZONE LIBRE)

Les volumes facturés cumulés à fin décembre 2006 pour les zones libres de l'intérieur du pays ont atteint 32,355 millions de m³ contre 32,5 millions de m³ en 2005 et 32,859 de millions de m³ à l'actu 2-2006. Ils connaissent une régression de 0,45% par rapport à l'exercice 2005 essentiellement liée aux insuffisances de production dans certaines localités (Ex : Tiébissou, Bongouanou, Kouassi-Datekro, Bondoukou, Tanda etc.).

Le ratio de facturation se situe à 0,914 à fin décembre 2006 contre 0,910 en 2005 et 0,912 à l'actu 2-2006. Soit une hausse de 0,004 (0,44%) par rapport à 2005. Les plans d'actions mis en œuvre en 2006, entre autres :

- le changement des vieux compteurs,
- la réhabilitation des asservissements,
- la surveillance des compteurs de l'Administration et des gros clients,

ont permis d'atteindre de bons résultats en 2006. Ils seront reconduits en 2007.

3) DIRECTIONS RÉGIONALES (ZONES CNO)

Dans les localités de l'intérieur en zones CNO, est appliqué le principe de la facturation estimée pour les clients privés sous forme de coupons. A fin décembre 2006, cette facturation a atteint 13,4 millions de m³.

Le ratio de facturation théorique retenu se situe à 0,800.

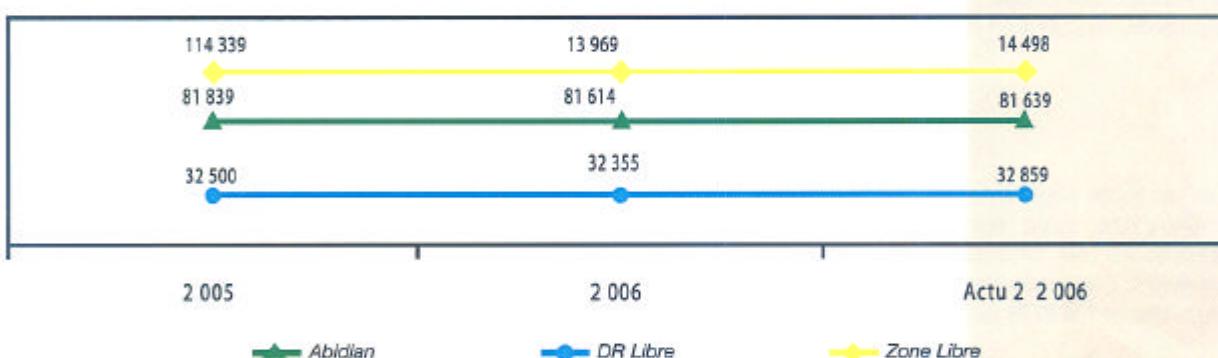
4) TOTAL SODECI

Au total, on enregistre, hors la zone CNO, une facturation de 113,969 millions de m³ en 2006 contre 114,339 millions de m³ en 2005, soit une régression de 0,32% liée aux insuffisances de production en Directions Régionales de l'intérieur.

Le ratio de facturation y afférent se stabilise en décembre 2006 à 0,769 contre 0,781 en 2005 et 0,779 au plan. Soit une régression de 0,012.

La facturation et le ratio de facturation sont donnés par les graphiques ci-dessous :

EVOLUTION DE LA FACTURATION



6) LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Trois équipes coordonnées par une juriste et composées chacune de trois techniciens sous la garde de deux gendarmes procèdent aux opérations de lutte contre la fraude sur le terrain.

Ces opérations consistent à constater les fraudes, démanteler les linéaires des réseaux frauduleux, effectuer des actions correctives y afférentes, faire appréhender les auteurs, engager et suivre en relation avec la Direction Juridique (GS2E) les procédures disciplinaires et les poursuites judiciaires qui en découlent.

Sur l'année 2006, la lutte contre la fraude a permis de démanteler de nombreux et divers matériels frauduleux de réseau dont :

- 139 km de tuyaux,
- 15 275 Robinets,
- 3 600 Branchements.

Dans le souci de renforcer l'efficacité des actions entreprises sur le terrain, il est envisagé de :

- Organiser un séminaire d'information et de sensibilisation des partenaires extérieurs intervenant dans la résorption de ce fléau (Policiers de la PJ, gendarmes, huissiers, avocats de SODECI, magistrats).

L'objectif du séminaire étant d'informer nos partenaires afin de les amener à mieux cerner les différents aspects de la manifestation de la fraude et y apporter le concours approprié et attendu par la SODECI.

- Faire adopter un projet de loi sur la répression

de la fraude dans le milieu du métier de l'eau. Car l'absence de texte spécifique relatif à la fraude dans ce milieu constitue un handicap sérieux dans la lutte contre ce phénomène.

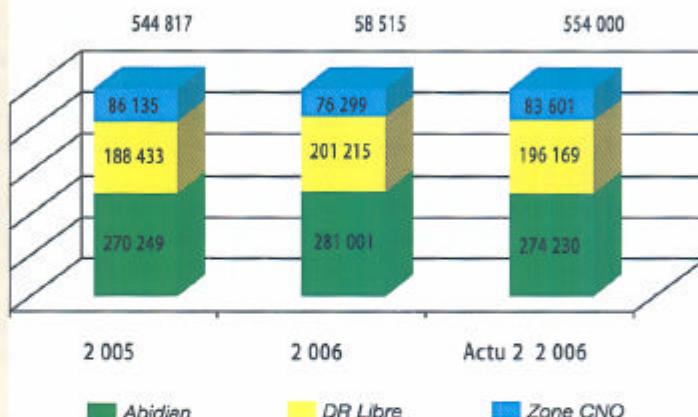
- Renforcer la présence des équipes de lutte contre la fraude sur le terrain.

EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS

Le nombre de clients à fin décembre 2006 est de 558 515 se répartissant pour 50,31% pour Abidjan et 49,69% pour les Directions Régionales de

l'intérieur. Ci-dessous le graphique d'évolution du nombre de clients.

EVOLUTION DU NOMBRE DES CLIENTS



Au niveau des zones CNO, nous arrivons à un total clients de 76 299 à fin décembre 2006, en diminution

à cause des résiliations des compteurs des maisons inhabitées.

AMELIORATION DU RECOUVREMENT

Les actions régulières de recouvrement se sont poursuivies avec les fermetures, déposes des compteurs au lendemain des dates limites de paiement. Elles nous permettent de maintenir le taux de recouvrement à 97% pour les clients privés ménages.

CAS DES ZONES CNO

Dans le cadre des tournées de sensibilisation que le PCA entreprend en zone CNO, il lui a été donné de se rendre à Bouaké et à Séguéla les 21 et 23

novembre 2006, puis à Bouna le 10 janvier 2007. D'autres villes en zone CNO sont prévues d'être visitées dans les mois à venir.

Suite à la première étape de cette tournée, les Forces Nouvelles (FN) ont autorisé la reprise des activités de recouvrement des factures SODECI après quatre années d'arrêt.

Des dispositions sont en cours pour conduire avec succès le redéploiement en zone CNO afin de réussir en 2007 les activités de recouvrement et améliorer les prestations de service.

CONTINUITÉ DE SERVICE

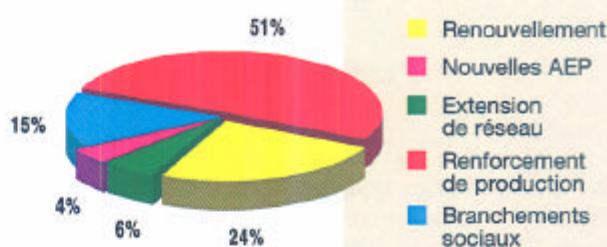
1) TRAVAUX ET BRANCHEMENTS SOCIAUX

L'activité travaux financés par le Fonds de Développement enregistre une nette progression. Le nombre de projets réalisés passe de 11 en 2005

à 29 en 2006. Cette hausse est un début de réponse de l'Autorité de Tutelle pour faire face à l'important besoin en investissements nécessaires à la restauration de la qualité de service (voir graphique).

Quand aux branchements sociaux, leur nombre demeure encore faible par rapport au niveau atteint avant la révision des critères d'attribution. Le nombre total de branchements réalisés en 2006 est de 4 830 pour un plan actualisé de 4 000 et contre 4 130 en 2005, soit une augmentation respectivement de 20% en rapport avec la prévision et 17% comparée à l'année précédente.

REPARTITION DES EMPLOIS DU FDE EN TRAVAUX



Au niveau des travaux d'entreprise, deux commandes ont été enregistrées contre une en 2005. Les travaux d'entreprise réalisés en 2006 concernent le renforcement des moyens de production et des extensions de réseau dans les localités d'Adzopé, de Saïoua et d'Issia. Ils se poursuivent en 2007.

Pour 2007, le montant des travaux financés par le Fonds de Développement est de l'ordre de 4,7 milliards FCFA.

En ce qui concerne les travaux d'entreprise, le montant des deux marchés déjà conclus à savoir la construction d'un château d'eau de 2000 m³ à Abatta (Abidjan) et le déplacement de 4 kilomètres de conduite de diamètre 400 mm sur la route d'Anyama (Banlieue d'Abidjan) est de 3,1 milliards FCFA.

2) COOPÉRATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE

En plus du soutien à l'exploitation depuis le début de la crise, l'Union Européenne appuie le programme de réhabilitation des infrastructures de production et de distribution. Ainsi, plusieurs travaux de renforcement ou de rétablissement de la desserte sont en cours ou vont l'être prochainement. Il s'agit entre autres :

- du renouvellement de 4 kilomètres de conduite en diamètre 400 millimètres à Bouaké ;
- de la réhabilitation de l'usine de la Loka à Bouaké ;
- de la réparation des fuites sur le réseau et des branchements en zones Centre Nord Ouest ;
- du renforcement de la production et du stockage d'Abidjan.

Le montant cumulé déjà acquis de tous les Programmes d'Urgence et de Reconstruction, au titre des travaux de réhabilitation des infrastructures pour le secteur de l'eau (PUR1, PUR2, PUR3, PUR4) est de 32,7 millions d'Euros soit 21,5 milliards de FCFA.

3) ASSAINISSEMENT

Le nombre de clients à fin 2006 se présente comme suit :

TYPES DE CLIENTS	2005	2006	EVOLUTION
Clients raccordés	165 136	185 819	12,5%
Clients raccordables	1 706	1 867	9,4%
Clients non raccordables	103 407	93 315	1,4%
TOTAL	270 249	281 001	8,8%

Globalement le nombre de clients raccordés évolue de 22% de 1999 à 2006. Il passe de 165 136 en 2005 à 185 819 en 2006 soit une croissance de 12,5%. Au démarrage du contrat en 1999, les clients raccordés représentaient 45% contre 55% pour les autres catégories. On constate à ce jour une inversion des tendances avec 66% de clients raccordés et 34% pour les autres catégories. Cette inversion s'explique en partie par les clients des nouvelles opérations immobilières.

S'agissant de l'activité Travaux, seulement 49 projets relatifs aux contrats divers et à la Contribution de Développement Assainissement ont été réalisés en 2006 contre 69 en 2005.

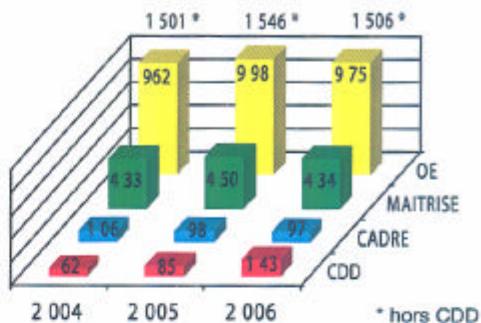
Ils concernent essentiellement des extensions de réseau (23%), des remplacements (55%) et des déplacements de réseau (10%). Cette baisse s'explique par l'insuffisance des ressources de la Contribution de Développement Assainissement.

BILAN SOCIAL

PERSONNEL

Les effectifs de l'entreprise ont baissé de 34 collaborateurs comme l'indique l'histogramme ci-dessous. Nous enregistrons 1506 collaborateurs hors CDD contre 1546 au 31 décembre 2005. Nous notons ainsi 74 départs en 2006 contre 34 embauches.

EVOLUTION DES EFFECTIFS

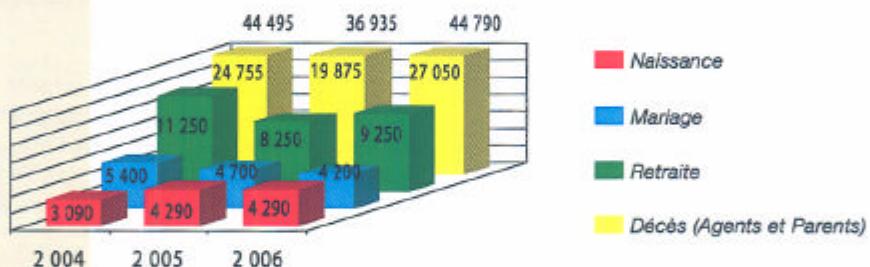


POLITIQUE SOCIALE

Le fonds social a permis de verser 44,7 millions de francs pour 324 événements au titre des opérations sociales et le solde du fonds est de 86 millions

de FCFA au 31 décembre 2006. L'évolution des prestations de ce fonds sur les trois dernières années se présente comme suit :

EVOLUTION DES DECAISSEMENTS



A fin décembre, le Fonds Epargne Emprunt (FEE) a permis d'octroyer à 375 collaborateurs des prêts d'un montant total de 114 millions. 50 millions de prêts exceptionnels ont également été accordés en 2006 à 160 collaborateurs.

En septembre 2005, il a été créée une mutuelle des agents CIE-SODECI et GS2E (MA2E) désormais en charge des prêts aux agents.

A fin décembre, 1273 collaborateurs ont adhéré à cette mutuelle (MA2E), soit 84,5% de l'effectif.

La mutuelle a accordé (octobre à décembre), 190 millions de FCFA au titre du FEE, pour un montant épargné de 77 millions de FCFA. 6,4 millions de prêts exceptionnels ont également été accordés dans le cadre d'événements imprévisibles à caractère social.

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

■ Le portefeuille titres a enregistré une baisse de 6,54% malgré l'achat de bons du Trésor pour 100 millions de FCFA à intérêts précomptés. Ce repli est expliqué par la baisse des cours des actions SODECI (22,07%) et des autres actions (4,60%).

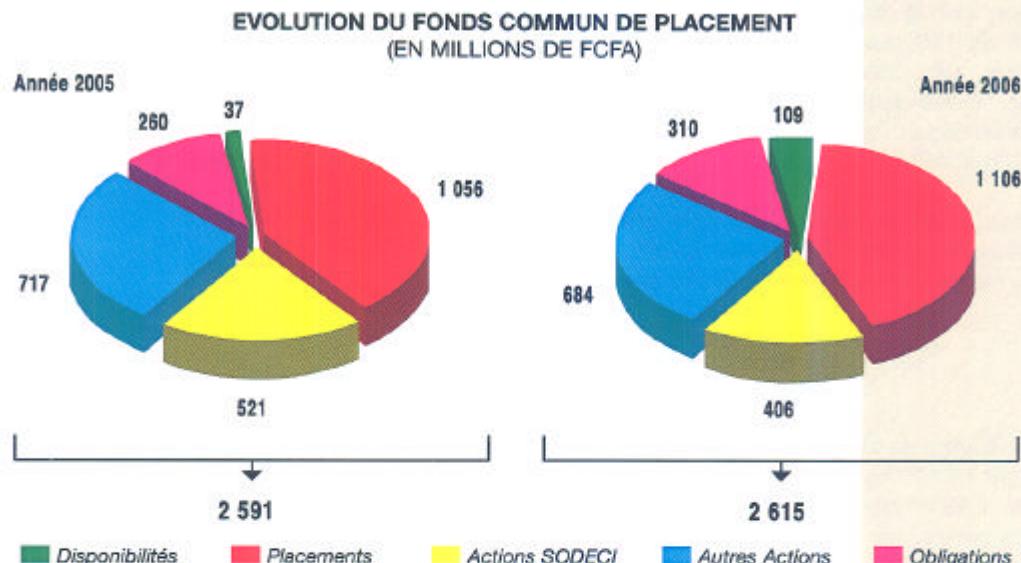
■ L'actif du fonds se compose de 53,54% de titres et de 46,46% d'espèces (DAT et compte courant).

Le total de l'actif est de 2 615 millions contre 2 591 millions FCFA au 31 décembre 2005.

Le nombre de parts se chiffre à 1 365 304 contre 1 314 375 au 31 décembre 2005 ; soit une légère hausse de 3,87%. La valeur liquidative de la part baisse de 57 FCFA, passant de 1 972 FCFA à 1 915 FCFA au 31 décembre 2006. Cette baisse s'explique par le

faible niveau de cotisation contre une valeur de remboursement élevée, la baisse de rendement des actions en bourse et la chute des cours de la bourse.

Une révision du mode de souscription est en cours en vue de corriger ce dysfonctionnement.



Les objectifs de ce fonds qui sont essentiellement :

- la participation au capital de l'entreprise,
- la constitution d'un pécule au départ des

collaborateurs de l'entreprise,

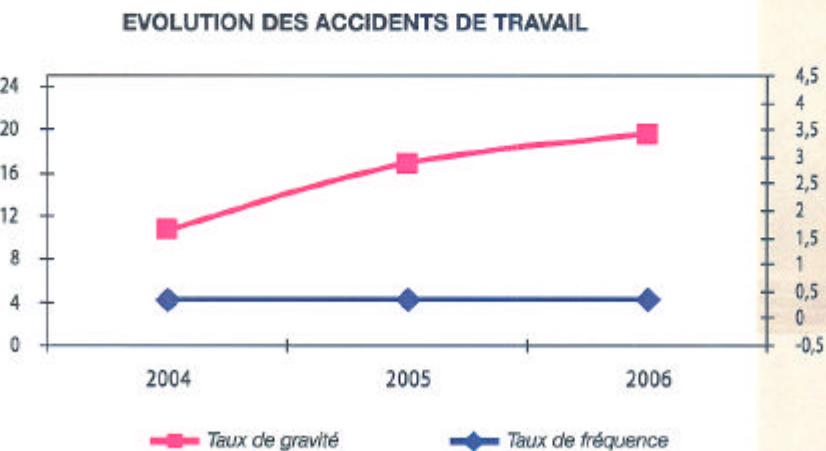
sont bien appréciés des collaborateurs qui partent à la retraite.

ACCIDENTS DE TRAVAIL

Les activités du comité de sécurité et de santé au travail (CSST) s'inscrivent dans le cadre de la prévention des risques professionnels. Pour ces activités, des formations spécifiques liées aux risques du métier sont mises en œuvre.

A fin décembre 2006, nous enregistrons un total de 61 accidents (tout type confondu) contre 54 en 2005.

L'évolution des taux de fréquence et de gravité de ces accidents se présente comme suit :



Depuis le début de l'année, des visites d'inspection de sites, des campagnes de port de casque-moto,

des formations sur la sécurité-incendie..., sont mises en œuvre pour infléchir la mauvaise tendance.

SANTE

A fin 2006, tous nos collaborateurs ont reçu l'information sur le VIH/SIDA. 18 comités locaux composés de 116 collaborateurs ont été installés. A ce jour, 68 collaborateurs sont dépistés volontaires. Cette action se poursuivra en 2007 dans le cadre des activités du comité de lutte contre le SIDA (COSIDAS).

Au titre des coûts de santé, la charge comptable annuelle supportée par SODECI est de 531 millions de F CFA, stable par rapport à l'exercice précédent.

Cependant le coût par agent Ouvriers-Employés (OE) est en légère augmentation à cause du doublement du nombre de dialysés qui passe de 2 à 4, et la prise en charge de 80% à 100%. Par contre nous enregistrons une diminution des sinistres des cadres et agents de maîtrise due à l'augmentation de la fréquentation des infirmeries SODECI.

FORMATION

En 2006, le Centre de formation a reçu 776 stagiaires, représentant 19 120 heures. Ces formations sont en hausse de 2,23% par rapport à l'exercice passé et ont été axées sur les aspects techniques de

l'activité. Les reconversions occupent l'essentiel des formations en terme d'heure.

La décomposition des formations reçues est la suivante :

Nature	Nombre de stagiaires formés	Heures
Formation Continue	656	3 880
Formation Reconversion	33	9 800
Formation Initiale	87	5 440
Total	776	19 120

RESULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2006

Les états financiers et l'état annexé de l'exercice sont joints en annexe.

COMPTE DE RESULTAT

Le total des produits est de 45 850 MFCFA et augmente de 1 802 MFCFA par rapport à 2005. Compte tenu de l'augmentation des coûts de production et conformément au contrat de concession, l'Autorité Concédante a donné son accord de principe comme en 2005, pour appliquer la clause de révision contractuelle du tarif par SODECI.

Les Ventes d'Eau baissent de 2,7% par rapport à l'exercice 2005. Elles s'expliquent essentiellement par la baisse du ratio de facturation sur Abidjan (0,724 contre 0,740 en 2005) et par la baisse des mètres cubes estimés facturés sur la zone CNO entre 2006 et 2005. Le redéploiement en zone Centre Nord Ouest a été timide au cours de l'année 2006. Etant donné le faible niveau de recouvrement (3%), nous avons provisionné à la fois la totalité du chiffre d'affaires « privés ménages » et les impayés relatifs aux gros clients.

Le chiffre d'affaires Travaux et Services augmente de 2 090 millions de FCFA par rapport à 2005 (+22,3%). Nous réalisons un chiffre d'affaires sur les branchements subventionnés de 483 millions de FCFA en 2006 en hausse de 16,9% par rapport à 2005 compte tenu de campagnes promotionnelles de branchements subventionnés lancées au dernier trimestre 2006. **Les branchements ordinaires** augmentent de 23,4% par rapport à 2005. **La redevance assainissement** est conforme à 2005. **L'activité travaux sur le Fonds de Développement** a généré un chiffre d'affaires de 3 742 MFCFA du fait d'un nombre plus important d'ordres de services.

Les autres produits sont en augmentation par rapport à l'année précédente de 566 MFCFA du fait de l'augmentation des encaissements en zone CNO. La subvention d'exploitation signée avec l'Union Européenne en 2004, en zone Centre Nord Ouest pour la part des produits de traitement, a été reconduite en 2006 pour un montant de 430 MFCFA.

Le total des charges est de 45 057 MFCFA et augmente de 2 453 MFCFA dont 1 769 MFCFA de coûts directs par rapport à 2005. Cette hausse des charges directes est le fait d'une progression de l'activité Travaux, l'excédent étant compensé par l'application de la révision contractuelle. **Les autres charges** se maintiennent par rapport à 2005. **Les charges de personnel** restent stables et sont conformes aux prévisions. Les provisions sur les indemnités de fin de carrière augmentent de + 304 millions de FCFA par rapport à l'ACTU 2.

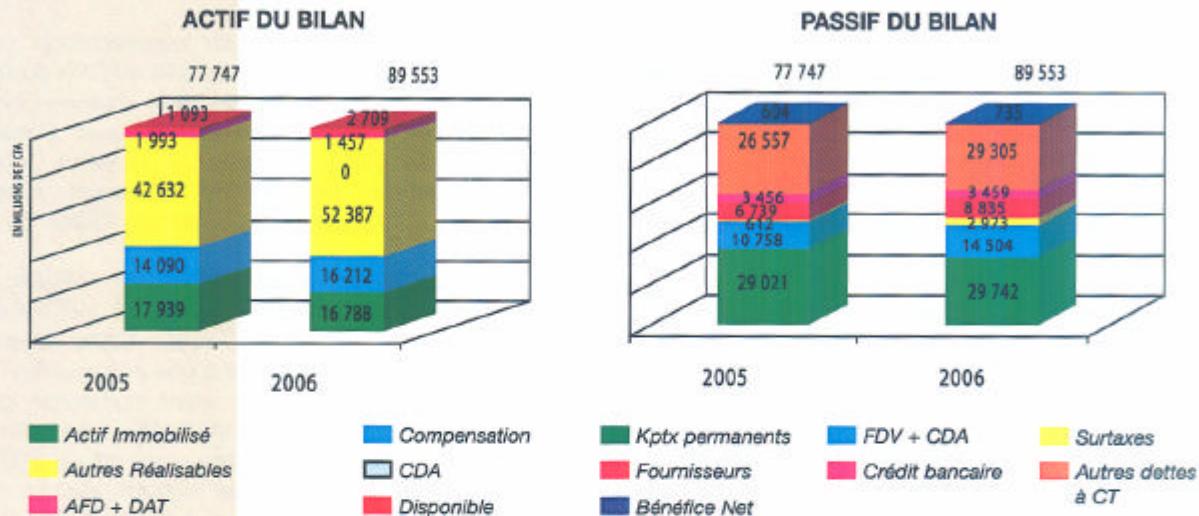
La charge d'amortissement des biens est inférieure de 171 MFCFA par rapport au niveau de 2005 du fait de décalages sur le 2nd semestre de certains investissements. La charge de provision tient compte d'une dotation supplémentaire de la provision pour fin de contrat de + 500 millions de FCFA.

Le Résultat d'exploitation est en baisse de 651 millions de FCFA par rapport à 2005 compte tenu de la baisse de l'activité ventes d'eau. Nous terminons avec un résultat net de +735 millions de FCFA en amélioration par rapport à 2005 et par rapport à notre plan initial 2006 prévu à l'équilibre.

BILAN

Les graphiques ci-dessous présentent en grandes masses la structure financière de l'entreprise. Le total du bilan augmente de 11 806 millions

de FCFA à cause de l'augmentation des créances impayées sur l'Etat.



La trésorerie de la SODECI s'est fortement dégradée ces dernières années de crise du fait :

- d'une part du paiement insuffisant par l'Etat de ses consommations d'eau : En effet, le taux d'encaissement des factures de l'Administration s'élève à 30% sur 2006 - contre 50% - prévu à l'actu 2,

d'autre part du non paiement des consommations d'eau en zones Centre Nord Ouest.

Les coûts d'exploitation de 2002 à 2006 sont évalués par SODECI à 10 384 millions de FCFA. Des travaux sont en cours avec la Tutelle pour la reconnaissance définitive des coûts engagés.

Au 31 décembre 2006 en millions de FCFA,

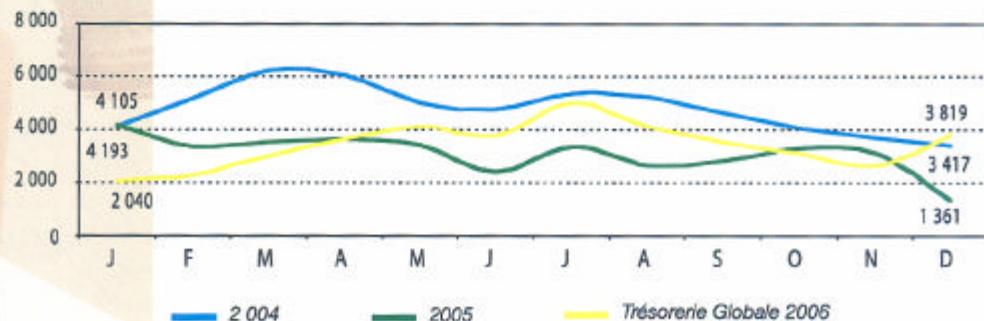
Impayés	
Consommation de l'Etat	31 020
Coût d'exploitation en zone CNO	10 384
Total Impayés	41 404

Financement	
SODECI	23 927
Fonds Etat	17 477
Total Financements	41 404

La trésorerie de la SODECI à fin 2006 s'améliore par rapport à 2005 du fait du non paiement à terme échu de factures des fournisseurs et par le gel des comptes de trésorerie Etat au cours de l'année 2006,

ci-contre les courbes de trésorerie de 2004 à 2006. La trésorerie globale de SODECI pour 2006 termine à 3 819 MFCFA et se décompose de la manière suivante :

EVOLUTION DE LA TRESORERIE



Trésorerie Globale = Nantissement AFD + Trésorerie propre SODECI + Comptes ETAT

Théoriquement, la trésorerie propre de SODECI est de -14 802 MFCFA fin 2006. Les comptes Etat s'élèvent de 17 477 MFCFA à la même période.

TRESORERIE DES COMPTES ETAT	2004	2005	2006	EVOLUTION 2006/2005
Fonds de Développement Eau	1 553	10 758	13 977	3 219
Contribution Développement Assainissement	421	-202	527	729
Surtaxe eau	2 536	612	2 973	2 361
Total	4 510	11 168	17 477	6 309

Ci-dessous la situation des dettes et créances croisées SODECI et ETAT de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2006 en cas de compensation :

(en FCFA)	Dû par l'ETAT	Dû par SODECI
Solde de la Compensation 2004	14 089 856	
Créances à représenter	2 211 052	
ADM eau 2005 et 2006	12 581 764	
Divers EPN cumul impayés au 31/12/2006	8 385 319	
ADM + EPN Travaux 2005 et 2006	1 870 669	
Surtaxes non reversées à fin 12/06		2 972 758
Part FNE liée aux impayés		3 401 983
TVA liée aux impayés		1 743 028
Sous total impayés 12/06	39 138 660	8 117 769
Solde en faveur de SODECI 2006	31 020 891	

EVOLUTION DES IMPAYÉS



TABLEAU DE FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement de l'entreprise reste stable, autour de 4,7 milliards de FCFA. Elle permet de financer en totalité sur fonds propres les investissements d'exploitation de SODECI. **Le fonds de roulement** augmente de 2 003 millions de FCFA par rapport à 2005.

Les investissements réalisés sur 2006 s'élèvent à 3 962 millions de FCFA dont 84% pour le

renouvellement du matériel d'exploitation. Nous avons maintenu **les investissements** en 2006 au même niveau que les trois dernières années. Compte tenu de l'âge moyen du parc véhicule d'exploitation (7 ans), nous avons décidé de renouveler le parc ayant plus de 5 ans en faisant appel au crédit bail (240 millions de FCFA à rembourser sur 3 ans).

RATIOS FINANCIERS

Le ratio de liquidité générale de l'entreprise (ratio des valeurs réalisables sur les exigibilités à court terme) s'élève à 1,21 pour 1,23 en 2005. L'autonomie financière (0,12 en 2006 contre 0,14 en 2005) mesure le financement par les fonds propres de votre patrimoine. Ces deux ratios baissent ce qui témoigne de l'augmentation des créances clients entre 2005 et 2006 par rapport au total du bilan, ci-dessous ratios de structure financière.

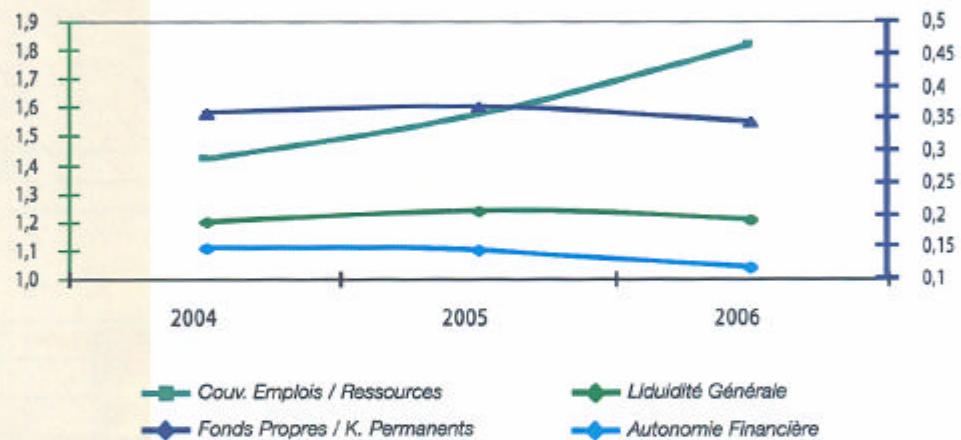
La durée moyenne de règlement des clients est de 142 jours sur l'exercice (143 jours en 2005). Les délais de règlements des petits clients s'améliorent de 9 jours entre 2005 et 2006.

Notre rentabilité d'exploitation (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires) se dégrade du fait de la baisse du ratio de facturation.

La rentabilité des fonds propres est de 7,01% en hausse par rapport à 2005 du fait de l'amélioration du résultat net entre 2005 et 2006.

Le cours de l'action fin 2006 est en baisse par rapport à 2005. Mais le cours moyen annuel est conforme à celui de l'année précédente sur les six derniers mois. Du fait de l'augmentation du résultat net, la valeur du titre sur fonds propres s'améliore en 2006 (11 652 FCFA).

EVOLUTION DES RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE



PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2007

HYPOTHESES GENERALES 2007

	2005	Actu 2	2006	2007
CLIENTS	544 817	554 000	558 515	559 000
PRODUCTION (KM³)	164 631	164 408	164 887	166 707
dont zone CNO =	18 234	17 390	16 724	16 848
dont zone libre (intérieur)	35 733	36 010	35 387	37 613
dont Abidjan	110 664	111 008	112 776	112 246
FACTURATION (KM³)	128 926	128 338	127 369	131 025
dont zone CNO =	14 587 *	13 840 *	13 400 *	13 391 *
dont zone libre (intérieur)	32 500	32 859	32 355	34 412
dont Abidjan	81 839	81 640	81 614	83 223
RATIO DE FACTURATION	0,783	0,781	0,772	0,786
dont zone CNO =	0,800 *	0,800 *	0,800 *	0,800
dont zone libre (intérieur)	0,910	0,912	0,914	0,915
dont Abidjan	0,740	0,735	0,724	0,741
PRIX DE L'EAU (PART SODECI, F / M³)	246,00	231,00	242,00	228,00
EFFECTIF MOYEN / CDD	1 538 / 72	1 550 / 105	1 526 / 114	1 560 / 110
EFFECTIF CIBLE / CDD	1 546 / 85	1 540 / 140	1 506 / 143	1 560 / 115
INVESTISSEMENTS (en MF CFA)	3 770	3 600	3 962	3 900
dont compteurs	755	750	826	750
RNS (en MF CFA)	604	22	735	67

* Taux théorique Zone CNO validé par les CAC, provisionné par ailleurs.

PLAN D'ACTIONS

Nos prévisions initiales pour 2007 ont été élaborées sur fonds de crise sans tenir compte du **redéploiement en zone Centre Nord Ouest (CNO)**.

Nous avons prévu - ci-dessus les hypothèses générales d'activité - une progression de la **production globale** de 1,4% par rapport à 2006. L'objectif est de remonter le ratio d'Abidjan à 0,741 tandis que celui des zones de l'intérieur (zone libre) augmenterait de 0,912 (actu2) à 0,915. Nous avons maintenu le même principe de comptabilisation en zone CNO en provisionnant à 100% la facturation estimée. Cependant compte tenu du redéploiement amorcé fin 2006 dans les zones CNO, nous espérons encaisser plus que prévu.

Le niveau d'activité travaux devrait être semblable à celui de 2006. La hausse des branchements subventionnés (+200 MFCFA) compense la baisse des travaux (Fonds de développement et entreprise).

Nous avons pris comme hypothèse générale une **inflation des charges** de 3% en 2006. L'évolution des coûts directs est liée à l'évolution de la production. La dotation nette aux provisions pour dépréciation des créances clients s'élève à 800 MFCFA en zone libre et 2.300 MFCFA en zone sensible. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges s'élèvent à 300 MFCFA.

Il est prévu une augmentation de 100 MFCFA de frais financiers compte tenu des paiements irréguliers des consommations d'eau de l'Etat et de la dégradation de la trésorerie.

Notre plan 2007 prévoit une trésorerie globale qui se dégrade de 3 250 MFCFA par rapport au solde à fin 2006 et devrait terminer à +568 MFCFA. Elle reste à un niveau raisonnable en prenant comme hypothèses :

- un taux de recouvrement de 50% sur l'Administration et les EPA,
- un taux global d'encaissement de 0,74 contre 0,65 en 2005 et le gel d'une partie des ressources du fonds de développement,
- un niveau d'investissements identique à 2006,
- un paiement de l'Union Européenne de 4 milliards de FCFA sur le 1^e semestre 2007.

Ces prévisions ne tiennent pas compte de la finalisation de la compensation à fin 2006 et d'une reconnaissance des coûts d'exploitation engagés en zone CNO de 2002 à fin 2006.

Le Besoin en Fonds de Roulement reste négatif du fait du maintien d'une partie des ressources Etat.

Le résultat net du plan 2007 ressort à 67 MFCFA et n'intègre pas :

- les conséquences de la fin du contrat en septembre 2007,
- une éventuelle application de la révision du tarif.

ETATS COMPTABLES

DONNÉES D'ACTIVITÉS

	REALISE 2003	REALISE 2 004	REALISE 2 005	REALISE 2 006	VAR. 06/05	PLAN 2 007	VAR. PI. 07/06
EAU							
Nombre d'abonnés	520 452	536 695	544 817	558 515	1,03	559 000	1,00
Abidjan	255 543	263 609	270 249	281 001	1,04	276 705	0,98
DR Libre	179 790	190 131	188 433	201 215	1,07	204 692	1,02
Zone Libre	435 333	453 740	458 682	482 216	1,05	481 397	1,00
Zone Difficile	85 119	82 955	86 135	76 299	0,89	77 603	1,02
M³ produits (en K.M³)	156 180	161 376	164 631	164 887	1,00	166 707	1,01
Abidjan	105 984	107 669	110 664	112 776	1,02	112 246	1,00
DR Libre	34 100	35 723	35 733	35 387	0,99	37 613	1,06
Zone Libre	140 084	143 392	146 397	148 163	1,01	149 859	1,01
Zone Difficile	16 096	17 984	18 234	16 724	0,92	16 848	1,01
M³ facturés (en K.M³)	124 566	126 352	128 854	127 369	0,99	131 026	1,03
Abidjan	80 441	79 642	81 839	81 614	1,00	83 223	1,02
DR Libre	31 266	32 323	32 500	32 355	1,00	34 412	1,06
Zone Libre	111 697	111 965	114 339	113 969	1,00	117 635	1,03
Zone Difficile	12 869	14 387	14 515	13 400	0,92	13 391	1,00
Ratio de facturation	0,798	0,783	0,783	0,772	0,99	0,786	1,02
Abidjan	0,759	0,740	0,740	0,724	0,98	0,741	1,02
DR Libre	0,917	0,905	0,910	0,914	1,01	0,915	1,00
Zone Libre	0,797	0,781	0,781	0,769	0,98	0,785	1,02
Zone Difficile	0,800	0,800	0,800	0,800	1,00	0,795	0,99
M³ facturés (tranches)	100,0%	100,0%	100,0%	100%	1,00	100,0%	1,00
Social	24,0%	28,4%	28%	28%	1,01	28,0%	0,99
Domestique	34%	37,3%	38,0%	37%	0,96	38,0%	1,04
Normale	10,0%	8,5%	9,0%	8%	0,89	9,0%	1,13
Industrielle	13,0%	9,0%	9,0%	9%	1,00	9,0%	1,00
Administration	19,8%	16,9%	16,0%	18%	1,13	16,0%	1,89
M³ facturés par abonné	239	235	237	228	0,96	234	1,03
BRANCHEMENTS (en Millions de FCFA)							
TOTAL	1 643	1 778	1 901	2 328	1,22	2 400	1,03
Dont subventionnés	533	553	413	493	1,19	600	1,22
Dont ordinaires	1 110	1 225	1 488	1 836	1,23	1 800	0,98
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)							
TOTAL	34 305	39 842	41 847	43 506	1,04	41 299	0,95
Eau	26 010	29 557	31 670	30 816	0,97	29 998	0,97
Tle & accessoires	2 903	2 974	3 167	3 550	1,12	3 639	1,03
Assainissement	3 187	2 504	3 296	2 680	0,81	2 862	1,07
Travaux	841	3 080	2 049	4 154	2,03	2 800	0,67
Production immobilisée	607	782	763	968	1,27	1 010	1,04
Autres produits	757	945	902	1 338	1,48	990	0,74
Dont assistance extérieure	188	51	76	88	1,16	65	0,74
Dont produits accessoires	669	894	826	1 249	1,51	925	0,74
PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA)							
Ventes d'eau HT	26 010	29 557	31 670	30 816	0,97	29 998	0,97
Travaux, services vendus	7 626	9 391	9 351	11 441	1,22	10 376	0,91
Autres produits (dont Financier & HAO)	3 645	4 614	3 027	3 593	1,19	3 375	0,94
TOTAL PRODUITS	37 281	43 562	44 048	45 850	1,04	43 749	0,95
Achats & services	17 564	20 171	23 693	25 462	0,95	24 180	0,95
Autres charges (dont Financier & HAO)	7 347	9 238	5 719	5 724	1,27	7 057	1,23
Charges de personnel	7 603	8 315	9 047	9 093	1,00	8 786	0,97
Amortissements & Provisions	4 599	4 214	4 145	4 778	0,90	3 558	0,74
TOTAL CHARGES	37 113	41 938	42 604	45 057	0,97	43 583	0,97
RESULTAT BRUT	168	1 624	1 444	793	0,55	167	0,21
Impôts sur le résultat	384	774	841	58	0,07	100	1,72
RESULTAT NET	-216	850	604	735	1,22	67	0,09
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA)							
Chiffre d'affaires	34 305	39 842	41 847	43 506	1,04	41 299	0,95
Valeur ajoutée	11 968	13 652	14 358	13 691	0,95	12 581	0,92
Excédent brut d'exploitation	3 870	5 337	5 311	4 598	0,87	3 795	0,83
Résultat d'exploitation	-466	1 727	1 432	781	0,55	287	0,37
Résultat brut	168	1 624	1 444	793	0,55	167	0,21
Résultat net	-216	850	604	735	1,22	67	0,09

FINANCEMENT (en Millions de FCFA)

	Montant 2006	Montant 2005	Structure % 2006	Var. 06/05 Val. absolue	Var. 06/05 %
Amortissements / provision nets	3 986	4 353	59,83	-367	-8,43
Résultat net	735	604	8,30	131	21,69
AUTOFINANCEMENT	4 721	4 957	68,13	-236	-0,05
Avances sur consommation nettes	372	257	3,53	115	44,75
Emprunts à + d'un an	-	1 525	20,96	-1 525	-100,00
Cessions d'Immobilisations	590	537	7,38	53	9,87
(+) Reprises de provisions					
TOTAL RESSOURCES	5 683	7 276	100,00	-1 593	-0,22
Investissements (dont financiers)	2 667	4 672	54,21	-2 005	-42,92
Remboursement emprunts à + d'un an	473	472	6,49	1	0,21
Bénéfices distribués	540	270	4	270	100,00
Prêts à plus d'un an	-	-	-	-	-
Accroissement du fonds de roulement	2 033	1 882	25,59	141	7,57
TOTAL EMPLOIS	5 683	7 276	100,00	-1 593	-0,22

BILAN (en Millions de FCFA)

Immobilisations corporelles et incorporelles	11 942	12 789	13,34	-847	-6,62
Immobilisations financières	4 846	5 150	5,41	-304	-5,90
ACTIF IMMOBILISE	16 788	17 939	18,75	-1 151	-6,42
Stocks	4 613	4 345	5,15	268	6,17
Créances Etat*	38 788	24 606	43,31	14 182	57,64
dont protocole de compensation	16 212	14 090	18,10	2 122	15,06
Autres créances nettes	24 228	26 140	27,05	-1 912	-7,31
Autres valeurs réalisables	970	1 018	1,08	-48	-4,72
dont CDA	0	613	0,00	-613	
ACTIF CIRCULANT	68 599	56 722	76,60	11 877	20,94
SODECI Nantis à l'AFQ + DAT	1 457	1 993	1,63	536	-26,89
Disponible	2 709	1 093	3,03	1 616	147,85
TOTAL ACTIF	89 553	77 747	98,37	11 806	15,19
Fonds propres	10 487	10 292	11,71	195	1,89
Provisions	4 394	3 635	4,91	759	20,88
Dettes financières et ressources assimilées	15 596	14 388	17,42	-102	-0,65
dont avances / consommation	11 388	10 016	12,72	372	3,38
CAPITAUX PERMANENTS	30 477	29 625	34,03	852	2,88
Dettes para fiscales non exigibles*	37 142	28 979	41,47	8 163	28,17
dont FDV et CDA	14 504	10 758	16,20	3 746	34,82
Surtaxes à reverser*	2 973	612	3,32	2 361	385,75
Dettes fiscales exigibles*	1 029	1 016	1,15	13	1,28
Fournisseurs	8 835	6 739	9,87	2 096	31,10
Autres dettes	5 638	7 320	6,30	-1 682	-22,98
PASSIF CIRCULANT	55 617	44 666	62,11	10 951	24,52
Credit bancaire	3 459	3 456	4,45	3	ns
TOTAL TRESORERIE PASSIF	59 076	48 122	65,90	10 954	22,76
Dont BENEFICE / PERTE	735	604	0,82	131	21,59
TOTAL PASSIF	89 553	77 747	100	11 806	15,19

RATIOS
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE

	2003	2004	2005	2006
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,36	1,57	1,65	1,82
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,21	0,21	0,21	0,20
Autonomie financière	0,19	0,19	0,13	0,12
Liquidité générale	1,20	1,20	1,20	1,21
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,35	0,35	0,35	0,34

RATIOS DE GESTION

Rotation des capitaux propres	3,63	3,85	3,94	3,98
Rotation des stocks (en jours - corrigés en 2002)	265	434	445	421
Durée du crédit clientèle (en jours - corrigés en 2002)	193	214	168	223

RATIOS DE RENTABILITE

Rentabilité de l'exploitation (en %)	6,85	7,13	6,74	4,52
Rentabilité des fonds propres (en %)	-2,36	8,51	5,87	7,01

RESULTATS PAR ACTION

Nombre d'actions	900 000	900 000	900 000	900 000
Bénéfice brut	-	1 804	1 606	881
Bénéfice net	-	944	671	817
Dividendes de l'exercice	-	270	540	607
Valeur / Fonds propres	10 186	11 093	11 436	11 652
Cours de l'action	9 950	10 400	7 950	6 200

*Chiffres modifiés en 2005 et en 2004 (comparatifs)

BILAN

ACTIF		<i>Exercice 2006</i>		<i>Exercice 2005</i>
	<u>BRUT</u>	<u>AMORT/PROV</u>	<u>NET</u>	<u>NET</u>
ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA Charges immobilisées				
AX Frais d'établissement				
AY Charges à répartir				
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles				
AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences, logiciels	3 088 165 592	1 741 177 842	1 346 987 750	1 714 301 962
AG Fonds de commerce				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903		
AI Immobilisations corporelles				
AJ Terrains	440 392 269		440 392 269	440 392 269
AK Bâtiments	9 021 303 916	8 430 600 998	590 702 918	695 008 460
AL Installations et agencements	4 940 196 532	3 523 133 905	1 417 062 627	1 379 857 945
AM Matériel	17 911 694 658	12 006 133 049	5 905 561 609	6 169 792 807
AN Matériel de transport	7 598 947 393	5 357 490 381	2 241 457 012	2 389 425 602
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations	104 852 645		104 852 645	155 405 999
AQ Immobilisations financières				
AR Titres de participation	211 200 000		211 200 000	
AS Autres immobilisations financières	4 565 805 328	35 927 415	4 529 877 913	4 995 004 500
AW (1) dont H. A. O. : Brut				
	Net			
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	47 999 515 236	31 211 420 493	16 788 094 743	17 939 189 744
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant H. A. O.				32 594 349
BB Stocks				
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres Approvisionnements	4 887 146 407	879 899 373	3 987 247 034	3 910 802 940
BE En-cours				
BF Produits fabriqués	625 475 087		625 475 087	435 604 001
BG Crédances et emplois assimilés				
BH Fournisseurs, avances versées	322 146 739		322 146 739	315 348 530
BI Clients	63 539 955 136	14 664 646 781	48 875 308 355	36 554 255 880
BJ Autres créances	15 021 392 978	232 778 544	14 788 614 434	15 506 383 098
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	84 376 116 347	15 777 324 698	68 598 791 649	56 722 394 449
TRESORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement	1 457 076 619		1 457 076 619	1 992 847 248
BR Valeurs à encaisser				
BS Banques, chèques postaux, caisse	3 014 063 162	304 908 839	2 709 154 323	1 092 907 965
BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	4 471 139 781	304 908 839	4 166 230 942	3 085 755 213
BU Ecart de conversion-Actif (IV) (partie probable de change)				
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	136 846 771 364	47 293 654 030	89 553 117 334	77 747 339 406

N° d'identification fiscale : 0100984A

BILAN

PASSIF

Exercice 2006

Exercice 2005

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau	+ ou -	52 078 633
CI Résultat net de l'exercice	(bénéfice + ou perte -)	604 410 240
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement	12 939 850	12 939 850
CM Provisions réglementées et fonds		
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	10 487 122 379	10 291 948 354

DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)

DA Emprunts	4 208 397 174	4 681 008 814
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	11 387 951 062	11 016 302 174
DD Provisions financières pour risques et charges	4 394 191 667	3 635 593 186
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	19 990 509 903	19 332 904 174
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	30 477 632 282	29 624 852 528

PASSIF

PASSIF CIRCULANT

DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	525 352 431	290 993 263
DI Clients, avances reçues	3 454 718 969	3 288 072 758
DJ Fournisseurs d'exploitation	8 834 738 638	6 739 014 042
DK Dettes fiscales	41 143 523 420	30 606 729 338
DL Dettes sociales	1 357 677 009	1 653 697 852
DM Autres dettes	300 173 169	2 087 829 573
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	55 616 183 686	44 666 341 826

TRESORERIE PASSIF

DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	3 459 301 366	3 456 145 052
DT TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	3 459 301 366	3 456 145 052
DU Ecart de conversion-Passif (V)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	89 553 117 334	77 747 339 406

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMpte DE RESULTAT

CHARGES

Exercice 2006 Exercice 2005

ACTIVITE D'EXPLOITATION

RA Achats de marchandises				
RB - Variation de stocks	(- ou +)		4 133 020	2 747 478
	(Marge brute sur marchandises voir TB)			
RC Achats de matières premières et fournitures liées			6 136 192 019	5 423 770 695
RD - Variation de stocks	(- ou +)		87 336 955	-189 544 393
	(Marge brute sur matières voir TG)			
RE Autres achats			6 791 274 749	7 716 420 741
RH - Variation de stocks	(- ou +)			
RI Transports			1 439 894 987	1 171 202 541
RJ Services extérieurs			11 065 902 845	9 498 462 569
RK Impôts et taxes			915 821 721	1 111 486 484
RL Autres charges			5 325 395 901	3 800 304 467
	(Valeur ajoutée voir TN)			
RP Charges de personnel (1)			8 761 294 735	8 587 721 373
RQ (1) dont personnel extérieur	587 569 172	570 269 246		
	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)			
RS Dotations aux amortissements et aux provisions			5 579 929 354	4 775 690 480
RW Total des charges d'exploitation			46 107 176 286	41 898 262 435
	(Résultat d'exploitation voir TX)			

PRODUITS

ACTIVITE D'EXPLOITATION

TA Ventes de marchandises			9 610 976	8 915 327
TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	5 677 956	6 167 849		
TC Ventes de produits fabriqués			30 592 459 363	31 507 872 655
TD Travaux, services vendus			10 471 380 730	8 589 680 691
TE Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)			33 082 173
TF Production immobilisée			1 048 865 919	825 847 878
TG MARGE BRUTE SUR MATIERES	35 889 177 038	35 722 237 095		
TH Produits accessoires			683 264 644	409 891 242
T I CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	41 756 915 713	40 516 359 915		
TJ (1) dont à l'exportation				
TK Subventions d'exploitation			1 772 269 652	988 970 201
TL Autres produits				
TN VALEUR AJOUTEE	12 812 099 087	13 829 389 585		
TQ EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 050 804 352	5 241 668 212		
TS Reprises de provisions			1 614 936 388	512 237 801
TT Transferts de charges				
TW Total des produits d'exploitation			46 192 987 672	42 876 477 968
TX RESULTAT D'EXPLOITATION	85 811 386	978 215 533		
Bénéfice (+) ; Perte (-)				

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMpte DE RESULTAT

		Exercice 2006	Exercice 2005
CHARGES			
RW Report Total des charges d'exploitation		46 107 176 286	41 893 262 435
ACTIVITE FINANCIERE			
SA Frais financiers		311 074 858	30 255 987
SC Pertes de change			
SD Dotations aux amortissements et aux provisions			
SF Total des charges financières		311 074 858	30 255 987
(Résultat financier voir UG)			
SH Total des charges des activités ordinaires		46 418 251 144	41 928 518 422
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)			
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		137 400 236	653 263 622
SL Charges H.A.O.		202 086 571	189 450 061
SM Dotations H.A.O.			
SO Total des charges H.A.O.		339 486 807	842 713 683
(Résultat H.A.O. voir UP)			
SQ Participation des travailleurs		57 892 272	840 749 652
SR Impôts sur le résultat			
SS Total participation et impôts		57 892 272	840 749 652
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES		46 815 630 223	43 611 981 757
(Résultat net voir UZ)			
PRODUITS			
TW Report Total des produits d'exploitation		46 192 987 672	42 876 477 968
UA Revenus financiers		82 885 850	84 072 013
UC Gains de change			
UD Reprises sur provisions			
UE Transferts de charges			
UF Total des produits financiers		82 885 850	84 072 013
UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-228 189 006	53 816 026	
UH Total des produits des activités ordinaires		42 275 873 522	42 960 549 981
UI RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)			
(+ ou -)		-142 377 622	1 032 031 559
UU (1) dont impôt correspondant	361 211 046		
UK Produits de cessions d'immos		116 694 878	537 275 658
UL Produits H.A.O.		1 158 235 848	692 047 581
UM Reprises H.A.O.			26 518 777
UN Transferts de charges			
UO Total des produits H.A.O.		1 274 930 726	1 255 842 016
UP RESULTAT H.A.O.	935 443 919	413 128 333	
UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS		47 550 804 248	44 216 391 997
UZ RESULTAT NET	735 174 025	604 410 240	
Bénéfice (+) ; Perte (-)			

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAF.G = EBE

- Charges décaissables restantes / à l'exclusion des cessions
- + Produits encaissables restants / d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	311 074 858	E.B.E.	4 050 804 352
(SC) Partes de change		(TT) Transferts de charges d'exploitation	
(SL) Charges H.A.O.	202 086 571	(UA) Revenus financiers	822 885 850
(SQ) Participation		(UE) Transferts de charges financières	
(SR) Impôts sur le résultat	57 892 272	(UC) Gains de change	
		(UL) Produits H.A.O.	1 158 235 848
TOTAL (I)	571 053 701	(UN) Transferts de charges H.A.O.	
CAF.G : Total (II) - Total (I)	= 4 720 872 349	TOTAL (II)	5 291 926 050
		(N - 1) :	4 957 332 106

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAF.G - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 4 720 872 349 - 540 000 000 = 4 180 872 349

(N - 1) :

4 687 332 106

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créditances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

Variation des stocks : N - (N - 1)		Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières	76 444 094	ou	
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués	189 871 086	ou	
(A) Variation globale nette des stocks	266 315 180	ou	

Variation des créances : N - (N - 1)

(BH) Fournisseurs, avances versées	6 798 209	ou	
(BI) Clients	12 321 052 475	ou	
(BJ) Autres créances		ou	717 768 664
(BU) Ecarts de conversion - Actif		ou	
(B) Variation globale nette des créances	11 610 082 020	ou	

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)

(DI) Clients, avances reçues		ou	166 646 211
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	2 095 724 596
(DK) Dettes fiscales		ou	10 536 794 082
(DL) Dettes sociales	296 020 843	ou	
(DM) Autres dettes	1 787 656 404	ou	
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecarts de conversion - Passif		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	10 715 487 642
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	1 160 909 558	ou	

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

		2006	2005
Excédent brut d'exploitation		4 050 804 352	5 241 668 212
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(- ou '+)	-1 160 909 558	-4 573 079 351
- Production immobilisée		-1 048 865 919	-825 847 878
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION		1 841 028 875	-157 259 017

(N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

		Exercice 2006	Exercice 2005
		Emplois	Ressources
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)		
	Croissance interne		
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	28 888 410	-9 320 530
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	2 417 767 891	-2 815 059 367
	Croissance externe		
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	219 335 053	-1 068 351 167
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	2 076 034 842	-3 049 926 313
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	1 160 909 558 ou	-4 573 079 351
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	3 236 944 400	-8 707 758 984
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	ou	234 354 218
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	472 611 640	-472 611 640
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières		
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII		
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	3 475 201 822	-9 174 280 515
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (Emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	540 000 000	4 720 872 349
			4 687 332 106
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux		
FN	Subventions d'investissement		
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)		1 524 831 677
FR	Autres dettes financières (2)	371 648 888	256 823 810
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois		
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	4 552 521 237	6 468 987 593
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	ou	1 077 319 415
			-2 705 292 922
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette		
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	706 929 576	
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	-370 389 839	
FW	VARIATION TRESORERIE : 1 077 319 415	1 077 319 415 ou	2 705 292 922
	(+ si Emplois ; - si Ressources)		
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé		
	Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilançielles"		
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N - 1)	ou	2 003 874 755
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	926 555 340 ou	
Variation de la trésorerie (T)	: T(N) - T(N - 1)	1 077 319 415 ou	
TOTAL		2 003 874 755 =	2 003 874 755

N° d'identification fiscale : 0100984A

ETAT ANNEXE

Règles Générales d'Etablissement et de Présentation des Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par :

- le Droit comptable de l'OHADA applicable et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003.
- depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005 les exigences comptables relatives aux normes IFRS, notamment les provisions pour avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi), sont prises en compte par la SODECI pour l'établissement des comptes sociaux.

Les changements de méthodes d'évaluation survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

Changement de méthode comptable

Néant

Particularités concernant certains postes

Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. La migration de notre système de gestion clientèle de OCEANS vers SAPHIR se poursuit ; la Direction Régionale de la Basse Côte et trois secteurs d'Abidjan sont totalement migrés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les

immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20	ans
Matériel et outillage	7-10	ans
Compteurs SODECI	10	ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5	ans
Engins de travaux publics	5	ans
Matériel de bureau	7-10	ans
Mobilier de bureau	10	ans
Mobilier des agents	10	ans
Matériels informatiques	5	ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2006 :

- trois prêts AFD (PPM, PCI et Assainissement) pour 4 208 millions de FCFA. Le prêt PCI assainissement de 16 milliards de FCFA venant à terme au 31 décembre 2004, l'AFD n'a pas prorogé le délai. Le tirage à fin mars 2005 est arrêté à 2 625 millions de FCFA en fin 2006.
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%.
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100%,
- une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupement des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1^{er} juillet 2006,
- des dépôts et cautions versés.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à

un coût pré-établi. Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2006 sont comptabilisés en marchandises en cours de route (stocks flottants). Les provisions pour dépréciations de stock sont évaluées sur la base du stock à rotation lente depuis plus de trois ans. Le montant total des provisions ainsi constituées s'élève à 879,9 millions de FCFA. Il n'y a pas eu de dotation ni de reprise de provisions au cours de l'exercice 2006.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est « compensable » ou « non compensable ». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées pour tenir compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- *l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.*

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) nettes des avances sur consommations. Le Solde net des créances Etat de 14 milliards de FCFA issu du protocole de compensation du 15 décembre 2005 avec l'Etat de Côte d'Ivoire (24 milliards de FCFA dus par l'Etat et 10 milliards de FCFA dus par SODECI) est inscrit au bilan dans le poste BJ « Autres créances ». Les créances de 2004 non présentées à la compensation s'élèvent à 2 211 millions de FCFA. Elles ont fait l'objet d'une provision de 89 millions de FCFA sur la part SODECI.

En date du 08 juin 2006 un protocole d'accord sur la gestion des factures d'eau de l'Etat pour l'année 2005 a été signé entre SODECI et le Ministère de l'Economie et des Finances représenté par le Directeur du Patrimoine de l'Etat. Cet accord a porté sur 5 640 Millions de FCFA de factures reçues et validées dont 4 989,3 Millions de FCFA engagées et ordonnancées et 650,7 Millions de factures validées non ordonnancées.

Les créances résiliées sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% des impayés antérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les créances actives sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est estimé.

En ce qui concerne l'activité travaux, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours,

■ des coûts des travaux de remise en état du patrimoine concédé, fondés sur le rapport d'expertise de la Direction des Etudes, Travaux et Maintenance de SODECI. Le dernier rapport a chiffré ces travaux à 1,5 milliards de FCFA. Pour tenir

compte des avantages fiscaux liés aux dispositions de l'annexe fiscale 2006, la provision de 1 milliard existant en début d'exercice a été entièrement reprise et reconstituée pour 1,5 milliard de FCFA.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2006 (En KFCFA)

DESIGNATION	Provisions existantes au 31/12/05	Dotations aux Provisions	Reprises des Provisions	Provisions existantes au 31/12/06
EAU	11 073 611	4 396 490	1 577 736	13 892 365
Dont lié à la Guerre	7 120 928	1 825 245	136 000	8 810 173
FRAIS DE RECOUVREMENTS TRAITES ET CHQ. IMPAYES	87 869	117	16 054	71 933
TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	418 179	0	47 625	370 554
EXPLOITATION EAU	11 579 660	4 396 607	1 641 416	14 334 851
AUTRES ACTIVITES	319 603	10 192		329 795
DEPRECIACTION / CLIENTS	11 899 263	4 406 799	1 641 416	14 664 646
DEPRECIACTION / STOCKS	879 899			879 899
Dont lié à la Guerre	389 635			389 635
DEPRECIACTION / AUTRES DEBITEURS	226 076	120 548	113 847	232 778
DEPRECIACTION / COMPTES FINANCIERS	90 392	214 517		304 909
DEPRECIACTION / IMMOBILIERES FINANCIERES & CORP.	180 190		66 506	116 684
Dont lié à la Guerre	144 262		66 506	77 756
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIACTION	13 275 820	4 741 866	1 821 769	16 195 918
REMISE EN ETAT PATRIMOINE CONCEDE	1 000 000	1 500 000	1 000 000	1 500 000
PERSONNEL	2 313 368	803 175	498 541	2 618 002
RISQUES JURIDIQUES	322 225	3 824	49 890	276 160
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 635 793	2 306 999	1 548 431	4 394 162
TOTAL PROVISIONS	16 911 416	7 048 865	3 370 200	20 590 060
Dont lié à la Guerre	7 654 826	1 825 245	202 505	9 277 565

Provisions liées à la guerre

Le matériel et outillage, le matériel et mobilier de bureau, le matériel informatique ainsi que le matériel de transport situés dans les zones Centre Nord Ouest (CNO), ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable. Cette provision est reprise au résultat en fonction de l'amortissement des biens. Les stocks détenus par la société dans ces mêmes zones et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Les consommations d'eau non

facturées et l'évaluation des provisions depuis le début de la crise s'élèvent à 10 317 millions de FCFA.

Dettes financières

Les dettes LMT au 31 décembre 2006 s'élèvent à 15 596 Millions de FCFA dont 11 388 Millions de FCFA d'avances sur consommations versées par les clients et 4 208 Millions de FCFA d'emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI.

B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats de concession et d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat de concession qui court jusqu'au 30 septembre 2007. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat de concession, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI

gère dans ses comptes ce fonds de développement de l'eau qui s'élevait au 31 décembre 2006 à 13 977 Millions de FCFA dont 6 579 Millions de FCFA alimentés au titre des compensations 2000 et 2004. De même, la surtaxe, deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994), destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclasée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des utilisations. Le solde des surtaxes s'élevait à 2 973 Millions de FCFA au 31 décembre 2006.

Conformément au contrat d'affermage, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2006, le solde de cette Contribution Développement était de 527 Millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire).

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau : A compter du 1^{er} octobre 2004, le tarif appliqué au consommateur est passé à 228 FCFA/m³ conformément au décret du 6 août 2004 pour la période quinquennale 2003-2007. Le contrat de concession prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement. Le prix des intrants ayant augmenté dans le courant de l'année 2006, SODECI a obtenu de l'Autorité Concédante, pour 2006, de faire jouer la clause de révision contractuelle. Le montant présenté par la SODECI est de 1 436 millions de FCFA comptabilisé pour 1 292 millions de FCFA financé par le Fonds de Développement mais non encore définitivement arrêté d'accord partie avec la Tutelle.

**VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITES
(EN MFCFA)**

	2006	2005
Vente d'eau HT	30 592	31 507
Travaux	7 590	6 549
Services vendus	2 892	2 051
Produits accessoires	683	409
Chiffre d'affaires	41 757	40 516

Autres produits et autres charges

L'appui fourni à SODECI par le CICR en zones CNO depuis 2004 grâce au financement de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire s'est poursuivi sur l'année 2006. Il consiste à mettre à la disposition de SODECI des produits de traitement de l'eau ainsi que le renouvellement de matériel (caisse à outil...) dans ces zones. Au titre de l'exercice 2006, les dons en produits de traitement se sont élevés à 430 Millions de FCFA.

Les apurement contentieux effectués au titre de l'exercice se sont élevés à 534 Millions de FCFA bruts couverts par les provisions pour la part SODECI.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations au titre des indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration sont de 28 millions de FCFA pour l'exercice 2006.

Résultat Hors activités ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires de 935 millions de FCFA au 31 décembre 2006 se décompose comme suit (en millions de FCFA) :

- frais d'approche et écarts d'inventaires : - 150
- régularisations écritures de compensations : + 136
- déduction complémentaire de TVA après recalcule du prorata : + 70
- encassements factures CNO : + 443
- subvention CICR : + 430
- divers : + 17

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (concessions).

Engagements Reçus	Engagements Donnés
1 665	1 445

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

FIBYSA	46,07%
SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%
Divers Ivoiriens	38,37%
Divers Etrangers	0,25%
FCP SODECI	7,25%

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en mai 2006 avec la CIE.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Incidence de la renégociation du contrat de concession eau (mettre juste avant événements post clôture) :

La convention de concession de services public d'eau potable venant à terme, la SODECI a demandé le renouvellement de son contrat conformément aux dispositions contractuelles. Dans l'attente de la finalisation des négociations en cours, la SODECI a entrepris des travaux d'inventaire afin d'évaluer les coûts de remise en état éventuels des biens de retour et la juste valeur des biens de reprise et des passifs inscrits au bilan de la société.

Ces travaux dégagent des coûts et des profits latents dont la différence n'est pas significative. Les états financiers sont ainsi établis suivant le principe comptable de continuité d'exploitation.

Événements post-clôture

Néant

Océan Afrique



ISO 9002 - 2000



S.A au Capital de 4 500 000 000 FCFA • Siège Social : 1 avenue Christiani, Treichville
01 BP 1843 Abidjan 01 • Tél. : (225) 21 23 30 00 • Fax : (225) 21 23 30 06 • www.sodeci.ci